



Le Conseil Economique et
Social Libanais

Les conséquences de la crise financière, économique, sociale sur la lutte contre les inégalités et le développement durable

Allocution

Roger Nasnas

Président du Conseil Economique & Social Libanais

Rencontre Internationale du A.I.C.E.S.I.S.
Budapest, 9 Juillet 2009

La situation économique et sociale dans le monde est critique. Peut être plus encore sur le plan social que sur le plan économique. Les mesures de relance massives prises par les états les plus avancés parviennent plus ou moins à stabiliser l'économie. Si la difficulté sociale n'est pas allégée, surtout au niveau du tiers monde, il ne faut pas être grand clerc pour prédire une recrudescence des troubles, notamment sur le plan sécuritaire. Au terme de 2009 Le chômage atteindrait 240 millions de personnes dans le monde. Soit un quart de milliard des habitants de la planète serait privé de revenu.

L'A.I.C.E.S.I.S. a le grand mérite de se pencher sur le problème et de coordonner l'action des Conseils Economiques et Sociaux. A crise internationale, il faut une réponse mondiale. Si le rôle des CES en temps normal est de proposer aux gouvernements les politiques de développement durable ; aujourd'hui il s'agit d'affronter l'effondrement du niveau de vie, de lutter contre l'expansion du chômage, et d'assurer une protection sociale plus nécessaire que jamais :

1. L'expansion du chômage, dévoile un ordre économique qui ne respecte pas le principe d'égalité des chances. L'opportunité d'un

travail pour tous n'est pas le fait de la nature, mais d'un ordre qui accorde au plein emploi la priorité à laquelle les nations se sont engagées¹

2. Une économie productive, ne réduit pas uniquement le chômage, elle assure des revenus décents grâce à la concurrence. L'amélioration de la rémunération a toujours un effet positif qui se traduit en gain de productivité et en forte croissance.
3. Dans le cadre d'une telle économie il n'y aurait plus de difficulté à généraliser l'assurance chômage. Il n'y aurait pas de difficulté non plus à généraliser un régime de retraite qui accorde une place prépondérante au pilier distributif, expression de la solidarité nationale.
4. La santé draine une part importante du budget de l'état et du revenu des citoyens dans tous les pays du monde. Il est impératif d'étendre les bénéfices de la santé à l'ensemble des citoyens dans le cadre d'un contrôle efficace.
5. L'éducation est la pierre angulaire du développement ; c'est aussi la priorité des citoyens. L'état doit consacrer cette priorité, et lui assurer le plus haut niveau de qualité. Cela nécessite la promotion du métier d'enseignant, surtout dans les classes primaires, et de le considérer comme l'un des métiers les plus élevés dans l'échelle sociale, et de

¹ Convention No.122 de l'Organisation Internationale du Travail, 1964

lui attirer les jeunes les plus prometteurs en lui assurant des salaires convenables.

6. A partir de ces orientations qui constituent le fondement d'un contrat social international, l'A.I.C.E.S.I.S. peut promouvoir un programme de développement, issu du dialogue constructif des représentants de la société civile, qui mette les pays, voir les plus défavorisés, définitivement sur la voie du développement durable.

Les nécessités du plein emploi dans les pays émergents

Le paradigme du chômage naturel a largement dominé depuis la seconde guerre mondiale et jusqu'à l'éclatement de la crise internationale. Hormis quelques voix frileuses qui ont soulevé des craintes d'inflation et qui se sont vite rétracté face aux menaces de plus en plus certaines de déflation, le monde entier s'est attelé à soutenir la demande, à maintenir la production, et à combattre le chômage.

La situation des pays en voie de développement est plus cruciale encore : (i) Le chômage élevé est responsable de la dilapidation des ressources et de la stagnation du PIB ; (ii) le prolongement du chômage finit par porter atteinte à la qualification des travailleurs, et partant à la productivité du travail ; et (iii) le déclin de la concurrence sur le marché de l'emploi empêche les forces du marché de s'orienter vers une plus « juste » répartition du revenu, l'amélioration des conditions de travail, et l'orientation vers une économie performante.

Conclusion

Pour focaliser les idées autour des leviers les plus efficaces nous pouvons recommander :

- 1- De donner priorité aux mesures économiques qui seraient de nature à réduire le déficit de la Balance courante². Ce déficit se traduit par une augmentation du chômage ;
- 2- De déterminer un objectif raisonnable de chômage qui tende vers le plein emploi sans accélérer l'inflation. Un objectif de 5% du taux de chômage pour les pays en voie de développement nous paraît acceptable ;
- 3- Compléter, le cas échéant, ces deux objectifs par une assurance chômage qui dans ces conditions devient réaliste, même pour les pays en voie de développement. En plus de son caractère social ; du droit et de la solidarité dont elle est issue ; elle aurait le grand mérite de stabiliser la demande et de faciliter la relance de l'économie.

Si nous pouvons retenir quelque chose d'utile de cette crise, à côté de ses nombreux méfaits, c'est la prise de conscience que les institutions sont appelées à jouer un rôle essentiel dans la réalisation d'objectifs

² Cette mesure est d'ailleurs réclamée par le Fonds Monétaire International, depuis l'Assemblée Générale de Singapour en Décembre 2005.

économiques et sociaux. Les CES sont l'outil privilégié de la participation civile à la décision économique et sociale. Ils peuvent contribuer par leur expérience transnationale et l'étendue du dialogue qu'ils suscitent, à l'évolution de la situation vers le meilleur.